

Secrétariat **Réseau Européen Congo (REC)**
c/o 11.11.11. , Rue des Tanneurs
1000 BRUXELLES. Belgique.
T. 32-2-505.34.07 // GSM: 0479-275023
Fax: 32-2-502.21.42 // E-mail: rec@11.be

REC-info n° 9 / 2003

(18 novembre 2003)

** Ce bulletin est élaboré pour mettre à la disposition des membres du REC certaines informations en rapport avec la situation politico-militaire et socio-économique qu'on ne retrouve pas dans les médias habituels, ainsi qu'en rapport avec le travail de la société civile.*

** Le contenu du bulletin dépend en grande partie des informations que les membres du REC, leur partenaires congolais et autres intéressés veulent bien transmettre au secrétariat du REC. D'où un appel pressant pour qu'on communique des informations intéressantes écrites, y compris et surtout des régions.*

** En ce qui concerne les sources, elles sont mentionnées là où il n'y a aucun problème pour la sécurité des informants.*

SOMMAIRE

Le gouvernement et l'Etat: politique

1. Cadres ANR nommés par Kabila exclus par vice-président Ruberwa p. 2
2. Rapporteuse spéciale sur situation droits de l'homme: violations massives, surtout à l'Est p. 2

Economie – social

3. Bemba promet fin tracasseries sur fleuve Congo/ système maffieux dans secteur minier au Katanga p. 2
4. Félicitations FMI/ Bush veut aider le processus électoral, pacification, lutte contre terrorisme et SIDA p. 3
5. 1ère phase réhabilitation Inga I et II p. 3

La vie et l'organisation de la société dans les provinces

6. Bas-Congo: jumelage ports Matadi et Anvers
7. Kinshasa: 16000 tonnes de marchandises arrivés ces 3 derniers mois de Kisangani p. 4
8. Equateur: pauvreté à Gbadolite p. 4
9. Bandundu: combattants rwandais, burundais et ougandais sèment panique à Kikwit p. 4
10. Kasaï Occidental: enfants-soldats démobilisés réclament prime de sortie promise p. 4
11. Katanga: reprise progressive des activités socio-économiques à Kalemie p. 5
12. Province Orientale: MONUC attaquée mais déterminée/ situation se dégrade à Bunia/ UPC promet de 'remettre' ses zones à l'administration intérimaire de l'Ituri/ opération 'ville morte' à Isiro p. 5
13. Maniema: MONUC à Lubutu/ MM occupent Punia et s'intègrent dans l'armée à Kailo, mais poursuite tracasseries p. 6
14. Nord-Kivu: cérémonie de réconciliation entre ex-RCD/Goma et RCD/ML à Kanyabayonga/ pillage par ex-RCD à Goma p. 7
15. Sud-Kivu: accords de paix entre nouvelle armée congolaise et groupes armés congolais (y compris Banyamulenge)/ délégation bailleurs promet interventions d'urgence contre érosions à Bukavu/ victimes de violences sexuelles p. 8

Interventions externes en RDC et relations avec l'extérieur

16. MONUC empêchée d'accéder à un avion écrasé à Kamina/ gouvernement promet de déraciner les rebelles Hutu à l'Est, et fait de pas importants dans la démobilisation (DDR) p. 9
17. GB programme 38 millions USD pour la RDC/ Suisse annule totalement dette/ militaires belges explorent possibilités pour 'brigade mixte'/ Canada veut jouer grand rôle dans Conférence régionale/ ancien secrétaire d'Etat américain : 'mettre Museveni, Kagame et Buyoya hors d'état de nuire' p. 10

Vie et positions de la société civile

18. Episcopat congolais veut mobiliser communautés de base pendant la transition p. 10
19. VSV dénonce 'appétit insatiable' des dirigeants des ex-rébellions et de l'ancien gouvernement p. 11

Documents disponibles

p. 11

(Rappel: Le matériel contenu dans ce bulletin peut ne pas refléter les points de vue du REC. Celui-ci n'accepte aucune responsabilité sur la précision des sources originales. Devant la nécessité de vous tenir rapidement informés, le secrétariat prend le parti de n'être pas toujours en mesure de vérifier ces informations, et ne saurait être tenu responsable d'erreurs factuelles. Certains textes peuvent présenter une accentuation défectueuse, que nous ne pouvons pas rétablir en raison de la charge de travail que cela représente).

Le gouvernement et l'Etat : politique

1. Sept cadres de l'ANR (sûreté) nommés par le président Kabila ont été expulsés depuis le 24/10 sur ordre du vice-président Ruberwa alors qu'ils tentaient de regagner leurs postes de service comme directeurs provinciaux de l'ANR, respectivement pour le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la province Orientale. La nouvelle constitution, bien que disposant que les gouverneurs des provinces actuellement en fonction demeurent jusqu'à la nomination des nouveaux gouverneurs par le gouvernement de transition, est restée muette en ce qui concerne les services de sécurité. D'où la démarche jugée cavalière par les autres parties estimant qu'ils n'ont pas été tenues informées. « *Le Ministre de l'Intérieur a conféré uniquement avec les gens de sa composante que sont le Chef de l'Etat et l'administrateur général de l'Anr, ignorant superbement les autorités de l'Etat issues des autres composantes notamment le Vice-président chargé de la politique, défense et sécurité, le vice-ministre chargé de la Sécurité et de l'Ordre public* », indique un observateur politique interrogé par la presse. (Hebdo-Asadho 31/0/03)

* Les magistrats de la RDC ont entamé une grève illimitée à la suite de l'appel du syndicat autonome des magistrats congolais (Synamac). Les 1.700 magistrats de la RDC réclament l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'amélioration de leurs conditions de travail. La grève serait suivie sur presque la totalité du territoire congolais. Les magistrats congolais touchent l'équivalent de 10 à 20 USD par mois. En plus, ils ont des arriérés de 2 mois. Le ministre de la justice, Kisimba Ngoy a, quant à lui, condamné ce mouvement de grève et il a rappelé que gouvernement avait déjà décidé de majorer les salaires et d'améliorer les conditions de travail des magistrats. (Irin 30/10/03)

2. La MONUC a rendu public le 12/11 le rapport intérimaire de la rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en RDC, Mme. Iulia Motoc, soumis à l'Assemblée générale des NU le 24/10/03. La rapporteuse spéciale qui apprécie les progrès enregistrés sur le plan politique en RDC au cours des derniers mois considère que la situation reste marquée par des violations massives des droits de l'homme dans le pays, notamment en Ituri, et dans le Nord et Sud-Kivu. Les conditions de détention en RDC sont difficiles et de nombreuses irrégularités sont commises dans les prisons et centres de détention. Toutes parties au conflit en RDC doivent mettre fin au soutien apporté aux groupes armés. (ACP 12/11/03. Voir [doc. 9.2003/ 2](#))

Economie - social

3. Le vice-président de la République, chargé des questions économiques, Jean-Pierre Bemba, a promis de tout mettre en œuvre pour arrêter les tracasseries administratives, militaires et policières sur le fleuve Congo. Selon une enquête menée par l'ONG Copadem, rien que dans les ports fluviaux de Kinshasa, il y a au moins 22 services de l'état contre 5 services autorisés (OCC, Ofida, DGRAD, DGM et hygiène). Tous ces services perçoivent des taxes, mais pour les 17 autres non autorisés, les recettes vont dans leurs poches et non dans le trésor public. Selon une étude menée par Inovate Ressource management (IRM), d'avril à juin 2003, la RDC a perdu 96 % de ses recettes fluviales à cause des tracasseries sur le fleuve Congo et ses affluents. Les 135 baleinières exploitant des trajets Mbandaka-Kinshasa et Bandundu-Kinshasa ont payé 406.459 USD pendant que le trésor public n'a encaissé que 16. 296 USD. (Cenadep-Actu 16/10/03)

* Des membres de la famille d'un très haut responsable politique congolais se sont appropriés des produits miniers entreposés dans l'usine de la Gécamines de Luilu à Kolwezi qui servent à la fabrication des fils de cuivre. Les autorités politico-administratives du Katanga et le maire de la ville de Kolwezi seraient tous impliqués dans cette affaire et contribueraient même à la vente de ces produits en Afrique du Sud. L'administrateur délégué-général de la Gécamines a confirmé le vol de 3 wagons de concentrés de cuivre et a réagi en exigeant l'interception des wagons au poste frontalier de Kasumbalesa, mais les 3 wagons ont réussi à passer en Zambie.

Le patron de la Gécamines dénonce le « système maffieux terrible » qui a élu domicile dans le secteur minier au Katanga : « *Les exploitants artisanaux ont envahi les concessions de la Gécamines, où ils pillent les minerais de la société, que des opérateurs exportent le plus légalement du monde car disposant des autorisations d'exportation* ». Il n'a pas hésité de pointer son doigt accusateur sur ce qui apparaît comme un réseau maffieux bien structuré. *Des services administratifs, les forces de l'ordre, la police minière, tous sont dans cette mafia* ». En fait, les autorisations d'exportation sont signées aussi bien au niveau du ministère des Mines que par le chef de

division des Mines, la police minière et d'autres services. La confusion est à ce point totale que même la police minière, qui est sensée protéger les concessions de la Gécamines est la première qui y introduit les exploitants artisanaux. Au total, environ 50.000 exploitants artisanaux ont envahi les sites de la Gécamines qu'ils exploitent en toute illégalité en violation du Code minier. Et pour corser le tout, de grandes sociétés non domiciliées en RDC financent cette maffia avec la complicité des personnalités influentes à Kinshasa. (Le Potentiel 31/10/03)

* Le Parlement de transition crée une commission spéciale chargée de vérifier la validité des conventions à caractère économique et financier conclues par le gouvernement de Kabila-père et Kabila-fils et par les rebelles. (Nienga 14/11/03)

4. Le FMI a adressé, par le canal de son directeur général, ses félicitations pour les efforts que le gouvernement de transition déploie dans la lutte contre l'inflation et pour l'assainissement du cadre macro-économique lors d'un entretien à Washington avec le président Kabila. Le responsable du FMI a promis à cette occasion la contribution de son institution à l'amélioration de la situation humanitaire de la population congolaise, par une intervention d'un montant de 4 millions USD pour la lutte contre le SIDA et le financement de l'organisation des élections libres et démocratiques.

Le président Kabila était reçu le 4/11 à la Maison-Blanche par le Président George Bush qui lui a affirmé son soutien sur la transition en cours en RDC. Les deux hommes ont discuté de la perspective d'élections dans les deux années à venir, de la participation de la RDC à la lutte contre le terrorisme et de l'assistance humanitaire. George Bush s'est concrètement engagé à apporter à la RDC un soutien financier américain dans trois secteurs : assistance au processus électoral, à la pacification du pays et à la lutte contre le SIDA. Sur le dossier électoral, le Président américain a précisé que le plan pour organiser ces futurs scrutins devrait faire preuve de réalisme. « *Il faudra donc simplifier son organisation pour que le coût reste raisonnable* », a-t-il estimé. Une projection faite en 1994, alors que la RDC n'avait pas connu de guerre, évaluait la facture à 500 millions USD.

Sur le terrain de la pacification, Washington se dit également prêt à mettre la main au portefeuille pour aider au désarmement et au rapatriement des milices hutu rwandais présents en RDC.

Quant à la lutte contre le terrorisme, une équipe d'experts américains devrait se rendre assez rapidement à Kinshasa et dans plusieurs provinces de la RDC pour évaluer les risques qui peuvent exister en RDC. Ils indiqueront ensuite quels pourraient être leurs domaines d'intervention.

Les Etats-Unis annoncent aussi une mission d'évaluation en décembre à Kinshasa pour évaluer les besoins quant à la formation et à l'entraînement des troupes congolaises. Quant à l'« initiative PPTE » (Pays Pauvres Très Endettés) du FMI, le Président Bush a proposé l'octroi d'une enveloppe de 300 millions USD. (ACP 07/11/03)

5. Le gouvernement de la RDC vient de débloquent une enveloppe de 80 millions USD, dans le cadre du Programme multisectoriel d'urgence, de réhabilitation et de reconstruction (PMURR) constituant ainsi la première phase de réhabilitation des barrages hydroélectriques d'Inga I et Inga II. Une entreprise allemande Fichtner travaille présentement, à cet effet, en partenariat avec le gouvernement congolais et est chargée de l'exécution de ces travaux, dont le coût global est estimé à plus de 500 millions de dollars américains. Selon le directeur de Fichtner, après 12 mois de travaux de réhabilitation, 800 MW seront fiabilisés aux barrages d'Inga et, en 27 mois, cette puissance passera à 1.100 MW. Avec une puissance installée de 1.774 MW dont 350 M à Inga I et 1.424 MW à Inga II, ces infrastructures n'ont pas connu de révision complète, alors que chaque 10 ans Inga devait être réhabilité. Les barrages tournent à la moitié de leur capacité. (ACP 04/11/03)

La vie et l'organisation de la société dans les régions

Bas-Congo

6. Une délégation belge a signé à Kinshasa un protocole d'accord sur le jumelage des ports d'Anvers (Belgique) et de Matadi (RDC). La délégation est aussi allé à Matadi visiter les installations portuaires. Le jumelage de ces deux ports, indique-t-on, à l'ONATRA ouvrira de nouveaux horizons au port international de Matadi confronté à d'énormes difficultés, à la suite de la dégradation de ses infrastructures et de la vétusté de l'outil de production. (APA 13/11/03)

Kinshasa

7. 16.000 tonnes de marchandises diverses (surtout produits agricoles) ont été envoyées ces trois derniers mois à Kinshasa à partir de Kisangani où l'on signale une certaine reprise économique. Selon la Monuc, cette relance est notamment le résultat de l'installation de la téléphonie mobile et de la reprise des transports aérien et fluvial, en expansion, secteurs soutenus par le Crédit lyonnais français. (APA 17/11/03)

Equateur

8. Lors de leur séjour à Gbadolite, avant d'aller à Kisangani, à Goma, à Bukavu, à Lubumbashi et à Mbuji-Mayi, une délégation des bailleurs de fonds, sous la conduite du directeur Afrique de la Banque mondiale, M. Mbi, s'est retrouvée devant une population qui vit dans une pauvreté indescriptible: les enfants étudient dans des bicoques où ils suivent les cours à même le sol, sans cahier... Les élèves d'une même classe, à moitié vêtus, se relayent dans l'utilisation des 2 crayons dans une même salle de classe où les parents payent difficilement 35 Fc par mois! Un peu plus loin, c'est la désolation totale face une famille presque à moitié vêtue. A l'hôpital général de Gbado, la banque de sang est inexistante pendant que le service de radiologie a fermé par manque d'équipements. « *Nous ne sommes pas ici à la recherche des projets à financer mais en quête d'informations pour mobiliser les bailleurs des fonds réunis au sein du Groupe consultatif qui vont se réunir en décembre prochain à Paris afin qu'ils prennent en compte les besoins réels de la RDC* », a fait savoir Emmanuel Mbi.

On rappelle que la mission comprenait les représentants de la BM, du FMI, du PNUD, de la BAD, de la Grande Bretagne, Belgique, France ainsi que les USA, et du gouvernement. (L'Observateur 10/11/03)

Bandundu

9. D'après des sources généralement bien informées, un groupe de 754 combattants essentiellement rwandais (Interahamwe et ex-FAR), mais aussi burundais des FDD et ougandais des ADL, naguère cantonnés à Ilebo où, pendant la guerre, ils se battaient aux côtés des FAC gouvernementales pour stopper les offensives rebelles venant de Dekese, Mweka et Demba, ont quitté Ilebo en direction de Bandundu-ville. Des indiscretions ont fait état, d'une certaine tension qui aurait empêché la « caravane » de poursuivre sa route à destination de Kitona. Ils ont décidé de mettre le cap sur Kikwit qu'ils ont atteint le 11/11 à bord du 'MV Kivu' de l'Office national des Transports (ONATRA). Leur arsenal militaire impressionnant (au moins deux chars d'assaut, des mitrailleuses, des fusils et un grand stock de munitions) a semé la panique générale. A 16 h déjà, il n'y avait plus personne dans les rues de Kikwit, comme si un couvre-feu avait été instauré. Un pont aérien (par qui ?) serait envisagé entre Kikwit et la base militaire de Kitona sur l'Océan Atlantique (par qui ?) pour faciliter le transport des ex-combattants étrangers, mais la grande difficulté reste l'encombrant bétail, dont les propriétaires n'accepteraient pas de se séparer. Les miliciens rwando-burundais se disent capables de gagner Kinshasa.

Les observateurs relèvent que ces miliciens n'ont jamais été signalés par l'ex-composante gouvernement aux observateurs de l'ONU. Nombre de ces ex-combattants portent encore l'uniforme et arborent leurs grades-militaires. Ils constituent « *un bloc extrêmement compact* » et auraient déjà cédé à la MONUC et à quelques officiers de l'armée congolaise une partie de leur armement.

« *Qui a affrété ce bateau ? Qui avait l'intention d'installer des bandes armées à 300 km de la capitale déjà déstabilisée par l'insécurité ?* » ,a interrogé le secrétaire général du RCD. (Le Potentiel 13/11 et Misna-APA 17/11/03)

Kasai Occidental

10. Les enfants-soldats démobilisés qui suivent actuellement une formation professionnelle à Kananga, se sont dits inquiets de leur devenir, après le refus par le gouvernement de leur payer le pécule de sortie promise, a fait savoir la radio onusienne Okapi.

Innoncent Mutambo, vient de Goma où il a été enrôlé, à l'âge de 10 ans par l'AFDL. « *On vient de nous couper la ration, bientôt nous terminons la formation professionnelle et nous allons retrouver la vie civile, que deviendrons-nous sans argent, nous avons quand même combattu pour la Rdc* », a déclaré Innoncent Mutombo.

Pour le commandement de la 4^e région militaire, « *il n'est plus question de donner les primes aux enfants-soldats démilitarisés, le centre qui les encadrent n'a qu'à s'occuper d'eux* ».

Ce qui n'est pas correct aux yeux du coordinateur provincial du, Alphonse Kalonji, qui a réagi en disant que « *bientôt les enfants soldats vont terminer la formation et vont partir, et ce sera de la responsabilité du gouvernement congolais de pouvoir remettre à ces enfants soldats démobilisés leurs pécules* » pour leur réintégration dans la vie civile.

Le coordinateur provincial du BIC (Bureau international catholique de l'enfant) a rappelé que « *le 4/09/03, lorsque le ministre de tutelle a confié les enfants soldats au centre, il avait déclaré que les enfants auraient droit chacun à un pécule de sortie, évalué à 300 US (en vue de leur insertion dans la vie civile). Les enfants attendent la promesse du gouvernement* », a dit M. Alphonse Kalonji. (APA 17/11/03)

Katanga

11. Kalemie connaît une reprise progressive des activités socio-économiques dans différents secteurs.

Kalemie est de nouveau relié avec des grands centres urbains comme Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Kananga et Tshikapa par les compagnies d'aviation CAA et ITAB. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC)- où les travailleurs réclamant d'être payés après 5 années de non-paiement - s'emploie à assurer un train de Kalemie à la gare de Nyomba pour atteindre les territoires de Nyunzu et de Kongolo. La reprise des activités de la Sintexkin et de la Brasimba avec la vente des wax et des bières Simba et Tembo a fait renaître l'espoir chez les consommateurs locaux de ces produits introuvables jusqu'il y a peu. La pêche artisanale et semi – industrielle sur le lac Tanganyika qui était quasi abandonnée, a repris avec l'afflux des commerçants qui viennent de toute part pour acheter du poisson à Kalemie et à Moba. Le secteur agricole demeure cependant dans la léthargie à la suite des tracasseries et autres cas d'insécurité que commettent les groupes armés à l'intérieur de la province. (ACP 14/11/03)

Province Orientale

12. La brigade de l'Ituri (MONUC) a pris la menace de déstabilisation de l'UPC au sérieux. Le bataillon Uruguayéen qui avait le contrôle des places fortes de la ville a été remplacé par le contingent Pakistanais, à la grande satisfaction de la population. Les Uruguayéens sont accusés ici par une grande partie de la population d'être de mèche avec l'UPC, car ils semblent distraits, non attentifs à l'évolution de la situation. Ils peuvent facilement se faire avoir par les gens de l'UPC qui sont très fins dans leurs méthodes.

Les résultats des fouilles dans certains quartiers ont été renforcées et sont très éloquentes ; ainsi, on a découvert une cache d'armes non loin de l'Etat-major de la Monuc à Bunia, des lances-roquettes et des fusils légers, mais aussi dans certaines autres maisons dans le centre ville. La population de Bunia est très contentée des patrouilles nocturnes à pied et en véhicules renforcés.

Par ailleurs, Shari, une base-arrière de l'UPC à 12 km de Bunia a été attaquée par la brigade de l'Ituri qui a ramené une dizaine de prisonniers de l'UPC et des armes qu'ils ont ravi entre les mains des militaires de l'UPC ; on parle de la mort d'un certain commandant tutsi de l'UPC, 'Claude' . Des hauts dignitaires de l'UPC, comme Dudu Rafikiki, Lobo, et beaucoup d'autres sont entrés en clandestinité ou en fuite. Ces mesures semblent ramener le calme à Bunia pour le moment. (Source locale, 09/11/03)

* La milice armée UPC a déclaré le 15/11 « remettre » les zones qu'elle contrôlait à l'administration intérimaire de l'Ituri, a annoncé le maire de Bunia, ajoutant qu'il croyait en leur bonne volonté. Cette annonce a été faite à l'occasion d'une rencontre avec une délégation de haut rang de la MONUC.

Par ailleurs, le responsable pour l'Ituri de la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) a signalé à l'AFP l'arrestation, « pour la seconde fois en une semaine par la MONUC, d'un homme connu sous le nom de « Mugabo », réputé sujet rwandais et considéré comme une « pièce maîtresse » de l'UPC.

"Sa nouvelle arrestation, après qu'il ait menacé un de nos concitoyens avec un revolver, nous redonne confiance dans la détermination de la MONUC à faire regner la paix à Bunia", a déclaré le maire. (AFP-APA 17/11/03)

* Le quartier général de la Monuc à Bunia a été attaqué par des groupes armés. Selon le porte-parole de la MONUC, "les attaques venaient des faubourgs où résident les responsables de l'UPC, mais aussi du quartier sud de Yambi, habité en majorité par les Lendu". Selon le secrétaire de l'administrateur intérimaire de l'Ituri, M. Amandiyo, l'UPC s'est attaquée au quartier général de la Monuc et à la résidence de l'administrateur

intérimaire après le refus de la Monuc d'autoriser la tenue d'une réunion convoquée par le groupe armé. Le 8/11, les forces de l'Onu ont arrêté 16 hommes armés à Bunia, appartenant tous à l'UPC. Par ailleurs, des Casques bleus patrouillant à 7 km de Bunia ont été attaqués par des combattants de l'autre milice hema, la PUSIC. Selon la MONUC, ils ont riposté en tuant un haut dirigeant de cette milice et en blessant un autre milicien; ils ont fait 9 prisonniers. (ANB-BIA, de sources diverses, 09/11/03)

* Depuis plus d'une semaine, la situation se dégrade à Bunia, la nuit, où c'est l'insécurité totale dans la ville. Des éléments en armes attaquent les paisibles citoyens dans leurs maisons, les rançonnent et même les tuent. Une femme commerçante hema, vendeuse d'huile de palme, a été tuée dans sa résidence vers le quartier DC 6, après que les hommes en armes lui aient pris tout son argent, et qu'elle ait reconnu les malfaiteurs. Un pasteur qui travaillait à la Monuc a été abattu chez lui, la nuit. Tous ces trois derniers jours les coups de feu partent toute la nuit de tous les coins de la cité. Le conclave de l'UPC du 06/11 était le point culminant de la provocation, mais l'administration spéciale intérimaire n'a rien fait pour arrêter la manifestation. C'est seulement vers 16 h que les éléments de la Monuc sont allés disperser les gens qui se réunissaient là bas. Parmi les autorités militaires de l'UPC, un certain Bosco (sujet Tutsi, reconnu ici pour être un grand tueur), et le chef d'état-major Kisembo ont quitté la ville pour la région sous leur contrôle. La nuit, des coups de feu ont crépité de partout dans la ville ; la résidence du Coordinateur Spécial Intérimaire était visée, et aussi la résidence du chef de la Monuc ici à Bunia. Ils ont eu la vie sauve grâce à l'intervention des éléments de la brigade de l'Ituri qui sont venus en renforts dans les chars. On parle de deux blessés parmi les militaires de la brigade de l'ituri.

Tout le monde ici est convaincu que c'est l'UPC qui est à la base de tous ces troubles, prouvant qu'il a encore la capacité de frapper même dans les quartiers les plus gardés par les éléments de la Monuc. Tout le monde pense aussi que c'est le fameux Bosco qui est venu monter toute cette insécurité dans la ville de Bunia. La situation qui semblait rentrer à la normale s'est détériorée brusquement. Les méthodes utilisées jusqu'ici par la MONUC (patrouilles en véhicules) ne leur permettent pas d'aller partout dans la cité. La population commence à regretter la force Artemis qui a prouvé l'efficacité de ses méthodes. L'UPC aurait encore une cache importante d'armes à Kabarole, dans le territoire d'Irumu. Mais à présent la majorité des Hema trouvent que l'UPC est devenu un mal pour la population de l'Ituri. L'UPC s'attaque aussi aux sujets hema et rançonne la population partout dans le territoire de Djugu. Dans les quartiers qu'ils contrôlent dans la ville de Bunia, Saio, Simbiliabo et Dimbakodu, la population est vraiment embêtée et ne sait plus vaquer à ses occupations. Le danger est que, si la brigade de l'Ituri ne maîtrise pas ces manèges de l'UPC, les autres milices vont aussi se mettre dans la danse, et le bourbier Iturien sera de nouveau à son point culminant. (Source locale 06/11/03)

* L'opération "ville morte" à Isiro a été un succès. Les magasins ont été fermés, le marché s'est vidé. On a vu peu de personnes dans les rues. La manifestation a été organisée contre les exactions continues perpétrées par d'anciens rebelles de Roger Lumbala (RCD- N), un des « *seigneurs de guerre* ». Selon des témoignages, ces soldats ont attaqué un dépôt, tuant le gardien et blessant un enseignant du quartier de Mandako. Ces dernières semaines, au moins 3 jeunes femmes ont été violées par les militaires. Ce même traitement avait été réservé, une semaine plus tôt, à une adolescente de 13 ans. (Misna-DIA 10/11/03)

* Le 7/11 dans l'après-midi, il y avait grande émotion à Dungu, une centaine de soldats revenant de Watsa et Faradge commencèrent à piller les gens de l'autre côté de la rivière. (source locale 11/11/03)

Maniema

13. Depuis le 04/10, la MONUC a pu déployer ses observateurs militaires à Lubutu, à 244 km au sud-est de Kisangani. Privée d'eau, d'électricité et d'accès aux soins, cette ville de Lubutu (38.000 habitants) au sous-sol riche en diamants, émeraudes, or, coltan et cassitérite reste toujours un carrefour commercial et stratégique qui relie la Province Orientale, le Nord et Sud-Kivu avec la province du Maniema. Les minerais sont amenés à l'aéroport de Tingi-Tingi à 7 km.

Alors que le dernier bataillon de soldats rwandais est censé avoir quitté la localité de Lubutu depuis un an, certains le verraient encore sur place ; il y a sûrement une présence militaire rwandaise à Walikale, en direction de Bukavu. Aucune attaque récente de Mā -Mā n a été signalée à moins de 50 km de Lubutu. La population est victime comme souvent de tracasseries de la part de militaires impayés. Elle souffre

également du prix élevé des produits essentiels, du fait du coût de transport par avion. (DIA 20/10/03)

* D'après la MONUC, des éléments Māi Māi occupent depuis la semaine dernière les positions anciennement contrôlées par l'ex-RCD dans le territoire de Punia, à 250 km au Nord de Kindu, dans le cadre de la réunification du pays. Selon l'administrateur du territoire de Punia, Honoré Useni, la population, inquiète de l'arrivée des Māi Māi ont fermé tous les services notamment les hôpitaux, les écoles, les boutiques, etc... En Province Orientale, le commandant de la 9^{ème} région, le général Padiri, a demandé aux éléments Māi Māi de reculer jusqu'à Kasese en attendant qu'une solution soit trouvée pour leur intégration dans l'armée. (APA 12/11/03)

* Le 20/10/03, sur initiative du général Kabambe (chef Māi -Māi basé à Lokandu, territoire de Kailo), une délégation Māi -Māi venue de Lokandu a rencontré à Kindu les nouvelles autorités militaires de la 7^{ème} région militaire du Maniema. Sous l'égide de la MONUC, les discussions relatives à l'intégration de combattants Māi -Māi dans les forces régulières ont été jugées satisfaisantes. Le 22/10, ce fût le tour des autorités militaires de Kindu (le général Onoya et le colonel Opya, respectivement commandant adjoint de la 7^{ème} région et commandant de brigade) de se rendre à Lubao pour discuter avec les Mayi-Mayi. Résultat : tous les Māi -Māi ont été officiellement transférés dans l'armée nationale. Les ex-militaires RDC et ex-Māi -Mai ont promis de travailler ensemble. Le chef Māi -Māi doit fournir la liste de ses effectifs sous peu. L'intégration de combattants Māi -Māi dans l'armée régulière aura comme conséquence, la réouverture de plusieurs axes. Seul le manque de ponts sur les rivières pourrait être la principale entrave vis-à-vis de l'accès, surtout dans les territoires de Kailo et Pangî.

Une grève des médecins et du personnel soignant a frappé pendant trois jours l'hôpital général de référence de Kindu cette semaine. Ces derniers ont manifesté contre une décision du Conseil provincial de sécurité de déloger brutalement, avec un préavis de 3 heures, les médecins dans les maisons de l'Etat à la faveur des nouvelles autorités militaires récemment arrivées.

Reste l'épineuse question des tracasseries et l'érection de barrières illégales imposées par les militaires ex-RCD et Māi -Māi malgré le paiement des fonds de ménages et accords de paix entre les uns et les autres. Les associations locales et commerçants ambulants signalent que tout vélo transportant de la marchandise en provenance de Kindu pour Kampene (territoire de Pangî) doit payer 10 USD à l'entrée, en plus d'acquitter une taxe de 10% du coût total de la marchandise transportée. Sur l'axe Kindu-Kalima, à 19 km de Kindu (toujours dans le territoire de Pangî), les militaires fouillent tout passager avec des marchandises et prennent 10% de la valeur des produits transportés. Sur l'axe Kama-Kampene, à Bikenge (20 km de Kama, dans le territoire de Kasongo), les militaires imposent un paiement de 15 USD pour toute marchandise étalée bien que ce montant dépasse la moitié du chiffre d'affaires pour les vendeuses de sel et produits vivriers. Dans les forêts de Milanga et Kange, près de la ville de Kindu où se trouvent la plupart des champs, les Māi -Māi imposent une taxe d'accès de 500 FC (soit 1,5 USD) aux cultivateurs. En conclusion, bien que les armes semblent se taire, la situation sécuritaire reste peu favorable à la libre circulation des biens et des personnes.

Care International est en train de réhabiliter le tronçon routier Kasongo-Samba (45 km) qui est d'un intérêt économique assez considérable puisqu'il relie le grenier du Maniema de Kasongo à la gare de ferroviaire de Samba. Care International qui a eu plusieurs contacts préliminaires avec la SNCC-Kindu et se dit prêt à débiter les travaux sur la liaison ferroviaire Kindu- Kabalo le plus vite possible, avec l'appui de la MONUC et USAID. (Rapport OCHA 18-24/10/03)

Nord-Kivu

14. " A Kanyabayonga (30000 habitants), nous les avons tous vu ici. Nous avons vu les Ougandais occuper cette localité, les Rwandais, les Māi -Māi , les Intearhamwe et tous les bandits dont vous avez entendu parler dans l'Est de la RDC. Nous sommes simplement fatigués de la guerre". Kabinda était parmi les 2.500 autres habitants de Kanyabayonga venus mettre de côté leur différend et s'engager dans la reconstruction de la province. C'est à Kanyabayonga, région montagnaise riche en minerais où se sont affrontés le RCD-Goma et le RDC-ML, que s'est déroulée une cérémonie de réconciliation entre le gouverneur du Nord-Kivu –Beni, Eric Paluku, et celui du Nord-Kivu-Goma, Eugène Serufuli, en présence du ministre de l'Intérieur Théophile Mbemba et du représentant du secrétaire général de l'Onu William Swing. Le ministre de l'Intérieur qui

présidait la cérémonie le 30/10/03 a indiqué qu'un nouveau gouverneur sera nommé, au lieu de deux, une façon d'unifier le Nord-Kivu. (DIA 07/12/03)

* Depuis août 2003, les autorités locales du territoire de Rutshuru forcent toute personne âgée d'au moins 16 ans de payer l'équivalent de 3 USD comme contribution aux taxes. De nombreux témoins confirment que cet argent serait destiné à l'achat des armes. Dans la localité de Nyamilima, collectivité de Bwisha, en territoire de Rutshuru, tout paysan est sommé de verser aux chefs coutumiers au moins 10 kg de sa récolte, au motif que ces aliments sont destinés à nourrir les militaires en faction dans ce territoire. Curieusement, l'on constate que les chefs coutumiers détournent ces récoltes, ce qui poussent les militaires à poursuivre leurs exactions auprès de mêmes paysans.

Le 11/09 à Goma, la résidence privée de feu président le maréchal Mobutu, devenue le siège des institutions de l'ex-mouvement rebelle RCD, a été pillé par les militaires en garde. Ces derniers ont eu à emporter des biens de valeur, notamment des ordinateurs, et ont saccagé la maison avant de se rendre à Kalemie au Nord-Katanga où ils sont actuellement mutés. Alors que la réunification du pays est en cours, un pillage systématique des biens publics est organisé par l'Administration en place à Goma, au niveau du gouvernorat du Nord-Kivu. Les véhicules de l'Etat sont détournés et portent curieusement les plaques des particuliers. (Hebdo-Asadho 31/10/03)

Sud-Kivu

15. Depuis que le général Nyabyolwa a pris la tête de la région militaire du Sud-Kivu, dont il est originaire, des accords se sont multipliés entre la nouvelle armée congolaise et tous les groupes armés congolais, au détriment des combattants étrangers (rwandais et burundais). (ANB-BIA, de sources diverses, 04/11/03)

* Des groupes armés qu'on croit être des hutu rwandais ont attaqué le 10/11 la cité de Katana, à 60 km de Bukavu, faisant 3 morts. Des femmes protestant contre ces attaques ont organisé une marche et appelé la Monuc à déployer ses éléments à Katana afin d'y assurer la sécurité. (APA 12/11/03)

* La Monuc a effectué au cours du week-end une mission à Minembwe, où elle a rencontré l'ensemble des anciens groupes armés, en coopération avec les autorités militaires des Forces armées congolaises (FARDC). Accompagnée du chef de la région militaire du Sud-Kivu, le général des FARDC Prosper Nabyolwa, du président de la Société civile du Sud-Kivu, ainsi que d'un député munyamulenge de la province, Enoch Sebeniza Ruberangabo, la délégation onusienne a rencontré les chefs militaires les plus actifs dans la zone des Hauts et Moyens Plateaux du Minembwe, Patrick Masunzu et Aaron Nyamushebwa. (Banyamulenge). *"Il s'agit d'une véritable mission de réunification"* s'est réjoui Enoch Sebeniza Ruberangabo, ajoutant que *"les combattants de Masunzu ont donné l'assurance de leur entière collaboration pour le processus de paix et leur entrée dans la nouvelle armée congolaise"*.

Pour la Monuc, après les rencontres, en octobre, de Burhale, Lulingu, Shabunda et Uvira, la visite à Minembwe *"s'inscrit dans les efforts de facilitation pour améliorer la sécurité des populations civiles et résoudre les conflits locaux"*, selon le communiqué onusien.

La présence des groupes armés étrangers à l'est de la RDC demeure une source d'insécurité comme l'ont démontré, le 31/10/03 des affrontements entre miliciens Mā -Mā et Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR, rebelles rwandais), mécontents du rapprochement entre éléments armés locaux et gouvernementaux dans le cadre de la réunification de l'armée congolaise, dans le territoire de Mwenga, contraignant quelque 4.000 personnes à fuir leurs foyers pour se diriger en direction de Mwenga, laissant derrière eux des villes fantômes. (AFP 03/11/03)

* Une délégation de la mission multibailleurs de fonds a visité les principaux sites névralgiques de Bukavu qui exigent des interventions d'urgence contre les érosions, notamment le collecteur de Funu, la place Tuonane à Kadutu, le tronçon routier longeant l'ISP/Bukavu, la centrale hydroélectrique de la Ruzizi I et l'hôpital général de Bukavu. Le chef de mission, le camerounais Emmanuel Mbi, qui est directeur de la Banque mondiale pour l'Afrique centrale, a indiqué qu'un montant de 3 millions USD a été alloué dans un premier temps à la ville de Bukavu dans le cadre d'un mini-programme d'urgence (PMURR). (ACP 13/11/03)

* A peine arrivée à Bukavu, 3 mois après avoir été violée par "trois hommes en uniforme", accuse-t-elle, Marie a fait une fausse couche. "Les militaires m'ont amenée dans la brousse, et ils m'ont laissée là Il y avait la guerre et c'était impossible de rejoindre l'hôpital", raconte cette jeune Congolaise de 17 ans, d'une voix monocorde, entrecoupée de sanglots. Comme de nombreuses autres femmes et jeunes filles victimes de violences sexuelles, Marie a dû attendre la récente accalmie des affrontements au Sud-Kivu pour venir se faire soigner à Bukavu.

"De plus en plus de femmes que la guerre bloquait dans leur village arrivent des localités éloignées. Ce sont des cas très difficiles, car leurs infections sont souvent très anciennes, elles datent parfois d'un an", explique Henri Namwira, responsable de l'accueil de ces femmes à l'hôpital Panzi. A ces lésions viennent s'ajouter les séquelles psychologiques graves. "On accueille de plus en plus fillettes, parfois de moins de dix ans", s'inquiète M. Namwira.

Certaines ont été violées à plusieurs reprises, pendant plusieurs mois, par plusieurs hommes armés qui les avaient enlevées pour en faire des esclaves sexuelles.

Selon des chiffres du PAM des NU, les agences humanitaires ont recensé 8.000 cas de violences sexuelles au Sud-Kivu depuis le début de la guerre en 1998. Tous les groupes armés sont incriminés, sans distinction. Mais la réalité pourrait être encore beaucoup plus grave, tant le viol reste un tabou. (AFP 09/11/03)

Interventions externes en RDC et relations avec l'extérieur

16. La MONUC a protesté le 3/11 devant des journalistes contre les entraves du gouvernement concernant une enquête relative à un crash d'un avion à la base militaire de Kamina supposé transporter des armes pour des groupes armés congolais (et non étrangers) dans le Sud-Kivu. Des militaires de l'armée congolaise ont empêché les observateurs militaires des NU de vérifier les informations sur place. Cette obstruction aux vérifications onusiennes n'est pas la première que la MONUC rencontre. Des observateurs envoyés dans le territoire du Rutshuru [Nord-Kivu] s'étaient vus refuser l'accès au camp militaire de Ruwangabo par l'ex-RCD. Là où ils ont été admis comme à Katala, des officiers de l'ex-RCD leur ont dénié toute possibilité de communiquer avec les soldats trouvés sur place. (Irin 05/11/03)

* Par ailleurs, le représentant-résident du PNUD, M. Herbert M' Cleod, a affirmé que le gouvernement congolais a réalisé des pas importants dans le domaine du désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), lors de la signature le week-end d'un accord de financement avec le Japon d'un montant de 3,5 millions USD en faveur de la RDC, « suite au décret présidentiel clarifiant les attributions des uns et des autres au sein du gouvernement en matière du DDR et la mise en place du comité technique de planification et de coordination du DDR, présidé par le ministre de la Défense », a indiqué le responsable du Pnud.

Cet appui financier permettra de financer les activités de réinsertion économique des ex-combattants et la réhabilitation des infrastructures communautaires en vue notamment d'accroître la capacité des communautés de se redresser et de se réconcilier. Les fonds transiteront par le PNUD qui, avec la MONUC, UNICEF, le BIT et la Banque Mondiale, sont principalement les responsables du programme DDR. Cet apport financier, selon le PNUD, servira à financer trois de ses projets: la démobilisation et la réintégration des combattants blessés de guerre; le Mécanisme de Réaction Rapide - un programme facilitant le déploiement de moyens financiers et de ressources humaines pour gérer les urgences et les imprévus du DDR sur le terrain; le redressement de la situation des communautés, la réinsertion des anciens combattants et la réduction des armes légères. Le gouvernement transitoire a été, par ailleurs, enjoint par les bailleurs de fonds de présenter un document sur les stratégies nationales du DDR, pour qu'il fasse l'objet d'une présentation lors de la prochaine conférence multinationale sur le programme de Démobilisation et de Réintégration dans la région des Grands Lacs qui se tient à Kinshasa, du 12 au 14/11. A cette fin, le gouvernement a formé un comité technique de coordination et de planification, en collaboration avec des partenaires comme le PNUD, la MONUC, l'UNICEF, le BIT et la Banque Mondiale. (APA 04/11/03)

* Le gouvernement de la RDC s'est engagé à déraciner les rebelles Hutu rwandais dans l'Est du pays dans le but de normaliser ses relations avec le Rwanda, a déclaré, Mbusa Nyamwisi, le ministre congolais de la coopération régionale, à Kigali le 05/11/03. Alors que le gouvernement d'unité nationale de la RDC s'est engagé à régler le problème de la présence des éléments de l'Interahamwe, le Rwanda a, pour sa part, cessé d'accuser Kinshasa de soutenir les milices rwandaises. (Irin 04/11/03)

* Le nombre de déplacés à l'intérieur de la RDC, 3,4 millions, est l'un des plus élevés au monde, a déclaré le 12/11 à Kinshasa le secrétaire général-adjoint de l'Onu chargé des affaires humanitaires et coordinateur des opérations d'urgence, Jan Egeland. Il a annoncé que la semaine prochaine à Washington, puis à New York, il lancerait un appel de fonds pour assister la RDC. (AFP, 12/11/03)

17. Le Royaume - Uni a annoncé un programme de 38 millions USD en faveur de la RDC (2003-2004) portant sur la consolidation de la paix, la réduction de la pauvreté et le dialogue stratégique. Le département britannique du développement international (DFID) ciblera quelques priorités immédiates pour renforcer la stabilité de la transition en RDC, notamment dans les domaines de l'Appui aux institutions de transition, de la démocratisation, de la réintégration des anciens combattants et de l'appui à la réforme de la police et de l'armée. (APA 04/11/03)

* La Suisse annule totalement la dette de la RDC à son égard (23.433.500 USD), suite à un accord bilatéral signé le 3/10/03. Le ministre congolais des Finances a déclaré que ce geste était le premier qu'un pays posait vis-à-vis de la RDC, depuis que ce dernier a accédé au Point de décision de l'initiative PPT. (Le Phare, 31/10/03)

* Une mission de reconnaissance forte de 22 militaires belges séjourne depuis le 04/11 au Congo afin d'étudier les modalités de la formation d'une brigade "mixte" (rassemblant des contingents des anciens belligérants) avant son déploiement l'an prochain dans l'Ituri. Il s'agit d'un projet multinational, qui pourrait également associer les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud. (Le Soir, 08/11/03)

* Le directeur de l'Afrique australe et centrale au ministère Canadien des Affaires étrangères, Robert Peck, effectue une première visite à Kinshasa dans le cadre de ses fonctions, pour des contacts avec les autorités congolaises et a déclaré à l'issue de l'entretien qu'il a eu à Kinshasa avec le vice-Président de la République, Azarias Ruberwa, que le Canada s'apprête à jouer un rôle de premier plan dans l'organisation de la prochaine conférence internationale des Grands Lacs. (ACP 07/11/03)

* Au moment même où George Bush recevait Joseph Kabila, John Shattuck, l'ancien Sous-Secrétaire d'État américain chargé des questions relative à «la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Travail» sous Bill Clinton, à l'issue d'une visite de 10 jours à l'est du Congo, a déclaré à la presse à Nairobi que «combattre le terrorisme dans la Région des Grands Lacs signifie mettre Museveni, Kagame et Buyoya hors d'état de nuire». Il a appelé l'administration de George Bush de «renforcer l'embargo sur les armes à l'est du Congo, de rétablir l'embargo sur les armes contre le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi» et a sommé ces derniers de «cesser de soutenir les milices au Congo et d'y retirer toutes leurs troupes».

«L'aide américaine au Rwanda, à l'Ouganda et au Burundi doit désormais être conditionnée au retrait de toutes leurs troupes et à la cessation de tout soutien financier et militaires accrus aux milices qu'ils ont créées au Congo.»

Mr Shattuck conduisait une délégation de l'organisation américaine «International Human Rights Law Group» qu'il chapeaute. Cette organisation vient de publier un rapport intitulé: «Ending Congo's Nightmare: What the US Can Do to Promote Peace in Central Africa – Mettre fin au cauchemar congolais: Ce que les États-Unis peuvent faire pour promouvoir la paix en Afrique Centrale». (A.R. Lokongo, 07/11/03. Voir doc. 9.2003/3c)

Vie et positions de la société civile

18. Le secrétariat général de l'épiscopat congolais, vient de publier un document sur la mobilisation et l'accompagnement des communautés de base pendant la transition.

Après la publication de la lettre des évêques congolais intitulée "J'ai vu la misère de mon peuple. (Ex 3,7). Trop, c'est trop!", l'épiscopat a mis sur pied une cellule d'experts dénommée "Observatoire de la CENCO" (Conférence épiscopale nationale du Congo-Kinshasa). A la lumière de l'analyse des enjeux de l'heure, l'épiscopat estime qu' «il est temps de s'occuper non pas des effets des causes réelles de la crise congolaise, mais des causes elles-mêmes. Cet engagement de l'Eglise consiste à s'investir dans la formation de la base et à sensibiliser les ecclésiastiques (prêtres, religieux et religieuses). La sensibilisation consiste à amener ces derniers à prendre part à la formation du peuple aux vertus de la démocratie, à l'édification de l'Etat de droit et à la promotion de la bonne gouvernance.» Parmi les résultats spécifiques, le document énumère l'adoption et la diffusion d'une

catéchèse centrée sur la contribution de l'Eglise à une transition pacifique vers la démocratie. Le programme a l'ambition de former 47.000 animateurs et animatrices dans l'ensemble du territoire congolais. Des kits pédagogiques seront disponibles au niveau des communautés ecclésiales vivantes de base dans les paroisses. Il s'agit des textes, affiches, bandes dessinées, émissions de radio sur le recensement, le référendum sur la constitution, les listes électorales, les élections, etc. (DIA 15/10/03)

19 Le 19/10/03, la Voix des Sans Voix/VSV a dénoncé l'appétit insatiable des dirigeants des ex-"rébellions" et de l'ancien gouvernement du général-major Joseph Kabila. De l'avis de VSV, les dirigeants de la rébellion et de l'ancien gouvernement de Joseph Kabila visiblement mettent tout en oeuvre pour se remplir démesurément les poches le plus rapidement possible, et ce, avant la concrétisation des changements socio politico -militaires liés au nouvel ordre politique dans le pays. La VSV se prononce pour l'érection en infraction, suivie des poursuites immédiates en justice, de tout acte de mauvaise gouvernance délibérée contre la population civile et militaire. La VSV a aussi attiré l'attention du gouvernement de transition sur l'urgence d'intervenir sans tarder pour protéger et sécuriser la population civile et militaire de Bumba (Nord-Equateur), maintenue dans des mécanismes de clochardisation par l'ex-MLC. (DIA 22/10/03)

Documents pouvant être obtenus sur demande, par la poste.

RECINFO n° 9 / 2003

Après avoir coché, les documents souhaités, renvoyez cette souche au Secrétariat du REC, c/o 11.11.11., Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles.

Nom:

Organisation:

Adresse:

E-mail :

1a. *EURAC* (fusion REC – CCAC/Glan, à devenir opérationnelle à partir du 5/01/04). **Réseau européen pluraliste travaillant sur la région de l'Afrique centrale** (mission et objectifs). Octobre 2003. 4 pp. [Doc. 9.2003/ 1a.](#)

1b. *EURAC* (merger CCAC/Glan, from 05/01/04) : **European pluralist network for the region of Central Africa.** (mission and objectives). 4pp. [Doc. 9.2003/ 1b.](#)

2. *AG-ONU. Rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en RDC.* 21 pp. 24/10/03. [Doc. 9.2003/ 2.](#)

3a. *Table de concertation sur les droits humains au Congo/Kinshasa* (concertation ONG au Canada). **Dernier rapport sur l'exploitation illégale des richesses du Congo. Les pillages doivent cesser en respect du droit !** 2 pp. 10/11/03. [Doc. 9.2003/ 3.](#)
3b. *Pax Christi international. La paix et la réconciliation dans les Grands Lacs: historique, causes et pistes de solution.* 11 pp. 31/10/03. [Doc. 9.2003/ 3b.](#)

3c. *International Human Rights Law Group. Ending Congo's Nightmare: What the US Can Do to Promote Peace in Central Africa.* 34 pp. 03/11/03. [Doc. 9.2003/ 3c.](#)

4a. *CEJA/ Butembo. RCD-ML et Mā Mā : attaques contre la population civile dans le territoire de Lubero.* (juillet à sept.2003). 7 pp. Oct. 2003. [Doc. 9.2003/ 4a.](#)

4b. *Mouvement international des intellectuels catholiques/RDC. Atelier sur les stratégies d'accompagnement de la Transition* (synthèse des résolutions). Centre Spirituel Verbist, Kinshasa 18-19/10/03. 1 p. 19/10 :03. [Doc. 9.2003/ 4b.](#)

5a. *Parlement de transition. Débat houleux autour de la privatisation de la Gécamines et des entreprises publiques.* 2 p. Le Potentiel 04/11/03. [Doc. 9.2003/5a.](#)

5b. *Révélation* (journal Kinshasa). **La feuille de route de Kabila à Washington.** 10/11/03. [Doc. 9.2003/ 5b.](#)